

■■■ d'octobre, deux ans avant l'échéance prévue. Là encore, et toujours, en raison de son opposition aux diverses mesures dévoilées quelques jours plus tôt par la BCE afin de rendre encore plus généreuse et accommodante sa politique de crédit.

Cela prouve au moins que la religion orthodoxe monétaire allemande a survécu à la disparition du Deutsche Mark. Cela démontre aussi l'inanité du discours que continuent à tenir les détracteurs de l'euro, de Jean-Pierre Chevènement à Eric Zemmour, en passant par Marine Le Pen, affirmant que la politique de la BCE reste dictée par l'Allemagne pour en servir les seuls intérêts, alors même que ces démissions en chaîne témoignent du contraire et indiquent clairement que l'euro, aujourd'hui, ne parle plus allemand.

Un réflexe de cocorico conduirait à se réjouir de cette perte d'influence à la BCE de l'Allemagne, dont la domination monétaire sans partage sur l'Europe a longtemps constitué – notamment pendant les premières années de la présidence Chirac – un affront pour la France, obligée d'aligner strictement ses taux d'intérêt sur les taux allemands. Il n'y a malheureusement pas, dans cette revanche sur l'Histoire, motif à jubiler.

D'abord parce que, comme le souligne l'économiste Patrick Artus dans une interview au journal *L'Opinion*, les conflits en cours au sein de la BCE reflètent l'hétérogénéité persistante et éminemment inquiétante à l'intérieur de la zone euro. Ils illus-

trient les divergences économiques profondes entre les pays du Nord et ceux du Sud, qui font que la politique monétaire actuelle, très souple, de la BCE répond certes aux difficultés des seconds, mais n'est en revanche absolument pas adaptée à la situation d'excédent budgétaire et de plein emploi des premiers.

On peut d'autant plus s'en inquiéter qu'en Allemagne, l'extrême droite a choisi d'exploiter l'hostilité croissante des citoyens à l'égard de cette politique de taux zéro, voire négatifs, qui a pour effet de ronger, lentement mais sûrement, leurs bas de laine bien remplis. Résumant ce sentiment, le tabloïd *Bild* a récemment caricaturé le président de la BCE, l'Italien Mario Draghi, en vampire « Draghila » suçant le sang des épargnants allemands.

Il est de bon ton, en France, de railler l'obsession inflationniste des Allemands, alors que l'inflation demeure partout invisible, de dénoncer leur ultraconservatisme monétaire, qui les rend parfaitement hermétiques aux nouvelles théories à la mode. Qu'il soit aussi permis de regretter que, au moment où le système financier mondial se trouve confronté à une situation inédite, avec des taux d'intérêt qui n'ont jamais été aussi bas et des dettes qui n'ont jamais été aussi élevées, de très austères et psychorigides banquiers centraux allemands ne soient plus aux commandes pour veiller sur la valeur de notre monnaie et de notre épargne ■

Et si l'Etat jouait les agences matrimoniales ?

Pour lutter contre la monoparentalité, une solution consiste à créer un service public de la rencontre qui encouragerait les recompositions familiales.

par Julien Damon*

L'épisode des gilets jaunes a installé les familles monoparentales sur le devant de la scène. Le problème n'est pourtant pas neuf. Dans l'Histoire, plusieurs périodes ont connu de hauts taux de monoparentalité, le grand nombre de veuves de guerre en témoigne. Ces familles monoparentales, qui comptent pour un quart des familles, sont les plus pauvres. Elles vivent les niveaux de pauvreté les plus élevés (un tiers d'entre elles sont comptées comme pauvres) et rassemblent le plus grand nombre de démunis (devant les familles nombreuses). En faire une priorité de l'intervention publique se comprend aisément. Des prestations sociales ont spécialement été créées. Afin d'amoindrir les tensions lors des séparations, des dispositifs de médiation familiale ont été imaginés. Le gouvernement a par ailleurs annoncé un nouveau système pour lutter contre les impayés de pensions alimentaires. Le président s'est engagé à ce que leur paiement soit garanti. L'ensemble compose une sorte de service public de la séparation, avec conseillers, formations et allocations. L'essence de toute cette action relève d'un principe : la compensation. Il s'agit de limiter, sur fonds publics, les conséquences financières des ruptures de toute nature (divorce, dissolution de pacs, fin d'union libre). Deux autres voies, plus favorables aux finances publiques et aux budgets privés, mériteraient d'être empruntées : la prévention et la réparation. La prévention consiste à tout faire pour limiter les possibilités ju-

ridiques de séparation. Plutôt que d'« accompagner » (comme on le dit dans les cercles spécialisés) la fin des unions, il faudrait chercher à les prévenir, en rappelant les éminentes responsabilités des parents. Métier ancien, le conseil conjugal devrait être davantage soutenu. L'ambition d'un tel tournant n'est pas morale, mais économique. Une décomposition familiale, c'est un logement qui en devient deux. Une recomposition, c'est souvent l'inverse. D'où la seconde orientation, plus novatrice, à privilégier : la réparation. Il faut encourager les recompositions familiales. De nombreux pays interviennent pour susciter des unions et en soutenir la stabilité. Bill Clinton et Tony Blair ont beaucoup agi en ce sens. Singapour organise même des rencontres pour célibataires. Les collectivités territoriales japonaises font de même. Concrètement, deux possibilités s'ouvrent pour lutter contre la monoparentalité et plus généralement l'isolement. L'une, dirigiste, avec un grand service public de la rencontre. L'autre, plus libérale, avec des chèques permettant d'utiliser les outils numériques modernes de la rencontre. Au-delà des instruments, une stratégie de prévention des séparations et de soutien aux recompositions peut à la fois diminuer la dépense publique et la pauvreté. D'où la nécessité d'une politique familiale cherchant, certes, à atténuer les difficultés des personnes isolées, mais aussi à favoriser leurs rencontres et les mises en couple! ■

* Sociologue. Auteur du « Que sais-je ? » sur les politiques familiales (PUF, 2018).

L'ambition d'un tel tournant n'est pas morale, mais économique.